

Rwanda : la chronique de Jacques Morel

Jacques Morel

Le cobaye international, 6 avril 2011

« *Ce qui s'est passé ici oblige la communauté internationale, dont la France, à réfléchir à ses erreurs qui l'ont empêchée de prévenir et d'arrêter ce crime épouvantable.* » [1]

Il est évident que la France est impliquée dans le génocide des Tutsi, du côté de ses auteurs. Je suis en possession de toutes les preuves documentaires, à commencer par des archives provenant du fonds François Mitterrand. En les croisant avec d'autres, j'avance dans ma conclusion que la France est le principal commanditaire de ce génocide. Mais disons que ceci est une conjecture, au sens de celle de Fermat, c'est-à-dire un fait certain mais non encore totalement démontré, et celle de Fermat l'a été récemment. Quand nous aurons démontré que la main de la France est dans l'attentat du 6 avril 1994, la démonstration sera terminée.

Vis-à-vis de ça, nos dirigeants, qui ne sont pas idiots, savent ce qu'il en est et, comme les Japs à la centrale de Fukushima, colmatent les brèches,

alors que la situation pour eux est catastrophique.

Un fait remarquable est que, 17 ans après, nous avons les mêmes dirigeants. Sarkozy, Fillon, Juppé, Longuet étaient ministres en 1994. Le crime crée une légitimité. Ainsi, il est très important que chaque ville ait une rue Mitterrand, qui a aboli la peine de mort, comme vous n'êtes pas sans l'ignorer. Les maîtres-mots sont : ne rien lâcher sur l'essentiel, laisser l'oubli faire son travail, jouer la montre, faire la part du feu, colmater les brèches, entretenir la confusion. Au niveau international, en particulier africain, il a fallu lâcher du lest. D'où le rétablissement des relations diplomatiques. Kouchner a reconnu que des erreurs politiques avaient été faites – et il bat sa coulpe sur le cadavre de son ami Mitterrand – mais qu'il n'y avait rien à reprocher à l'armée, ce qui est bien sûr faux. Sarkozy bat sa coulpe sur la poitrine de la communauté internationale, il n'y a rien de nouveau. Les campagnes mé-

diatiques de Péan, Guichaoua et, en dernier lieu, du général Tauzin sont très vraisemblablement animées par des personnages haut placés comme Hubert Védrine.

Les militaires demandent à être lavés de l'accusation que le rapport Mucyo fait peser sur eux. Il leur avait été interdit de déposer plainte (Cf. Quesnot) mais il y a une procédure contre le site web de *La Nuit rwandaise* pour avoir publié le communiqué de Tharcisse Karugarama, ministre rwandais de la Justice. Le général Tauzin, qui publie ce communiqué dans son livre, et n'est donc pas parmi les plaignants de cette procédure en diffamation, m'a accusé, après un débat à RFI, d'être responsable de la mort de ses hommes. J'ignorais que des soldats français avaient été tués, en dehors de l'équipage de l'avion d'Habyarimana, et des deux gendarmes Didot et Maïer et l'épouse de Didot.

Quant à l'enquête sur cet attentat, elle est repartie à zéro, comme les médias ne le disent pas. Le juge Trévidic est chargé de bien d'autres affaires et il sera probablement promu quand il s'apprêtera à rendre une ordonnance de non-lieu vis-à-vis des personnes incriminées par Bruguière.

Je ne doute pas que l'attentat fait partie du plan de génocide, son but étant :

1) d'empêcher l'arrivée du FPR au gouvernement, donc d'entraver

l'application des Accords d'Arusha.

2) de rétrécir au maximum sa base électorale. Un « génocide électoral » en quelque sorte.

Pour ce faire, Bagosora et Serubuga ont obtenu probablement l'aide technique d'experts français en missiles sol-air. Il suffirait de demander les noms à l'ex-capitaine Barril et peut-être au commandant Prouteau devenu préfet.

Le blocage des affaires judiciaires contre les criminels rwandais est bien résumé par Trévidic. Le pôle génocide, a-t-il dit, c'est du pipeau. Et Bucyibaruta coule des jours paisibles dans cette douce France.

Le génocide a été rendu possible par une campagne d'action psychologique au Rwanda pour amener les gens à tuer. Une campagne analogue a été menée en France pour cacher le soutien de la France aux génocidaires. Elle continue toujours. Il est frappant de voir *Politis* ou Daniel Mermet et Pierre Péan, réputés de gauche, être parmi les organes les plus actifs pour dire que Kagame est responsable de ce génocide. Sans parler de *Marianne*.

Note :

[1] 25 février 2010, voyage de Nicolas Sarkozy, président de la République française, à Kigali *in* Franck Nouchi, "Au nom du peuple français...", *Le Monde*, 27 février 2010.